

## Coup de Griffe

### SEGAT c'est plus fort que toi

La DRFIP 75 sait s'inspirer des plus grands...lorsqu'elle a recours à des cabinets de conseil, suivant l'exemple de notre gouvernement. Le «McKinsey» de la DRFIP 75 s'appelle SEGAT.

C'est une entreprise qui a été mandatée pour aménager l'accueil du futur SIP implanté sur Notre-Dame-des-Victoires...pour la bagatelle de 62 000 euros ! Et SEGAT va également s'occuper du réaménagement du site de Londres...pour une somme non encore dévoilée.

N'y avait-il pas, parmi nos 5 millions de fonctionnaires en France, et plus particulièrement à la DRFIP Paris, les compétences nécessaires pour concevoir cet accueil ? Et pour beaucoup moins cher ?

De plus, le choix de refaire à neuf plusieurs accueils à Paris questionne.. alors même que la direction fait tout pour «désintoxiquer» les usager.es du guichet, faisant fi des réels besoins des contribuables.

D'après, la Cour des comptes, en France, c'est un quart du budget de l'État (soit 160 milliards) qui s'évapore ainsi en sous-traitance et recours au privé.

À ce jour, la DRFIP 75 n'a pas répondu à notre demande de communication du cahier des charges imposé à la société SEGAT.



*L'extrême-droite vient d'être, une nouvelle fois, heureusement battue, et c'est la seule satisfaction que nous tirons de ce deuxième tour de la présidentielle. Mais la réélection d'Emmanuel Macron signifie la poursuite de sa politique libérale autoritaire et de ses réformes destructrices pour les services publics. Surtout s'il dispose d'une majorité parlementaire soutenant sans réserve et sans nuance sa politique.*

*Depuis bien longtemps, Solidaires Finances Publiques alerte sur la dégradation de la situation économique et sociale de notre pays, celle des salarié.es, celle des fonctionnaires et des agentes et agents de la DGFIP. Depuis des années, nous prévenons que la mise à mal du service public génère des inégalités, renforce le sentiment d'abandon.*

*À la DGFIP, la poursuite de ces politiques nous impacterait fortement et pour résister, il nous faudra agir et nous mobiliser en conséquence.*

*Solidaires Finances Publiques continuera à mener sa campagne pour «exiger notre dû». La promesse électorale du dégel du point d'indice ne suffira pas à rattraper la perte de notre pouvoir d'achat depuis une vingtaine d'années. Il nous faut également exiger le dégel de notre régime indemnitaire auprès de notre Direction Générale.*

## Pas de répit pour les vacances !

Suite au mouvement de mutations nationales, la situation des emplois est catastrophique pour les C et les B à la DRFIP 75 : 114 emplois vacants chez les C + 93 emplois vacants chez les B (54 A en surnombre). La Direction nous a dit lors du CTL du 10 mai qu'elle allait lisser les vacances d'emplois sur l'ensemble des services et ne remplacerait pas tous les départs des services qui devraient subir de nombreuses suppressions l'année prochaine.

L'idée étant de ne pas affecter un.e jeune agent.e sur un service alors que son poste sera supprimé l'année prochaine. Par conséquent, les SIE et les SPF devraient énormément souffrir dès septembre 2022.

**Solidaires Finances Publiques dénonce avec force cette situation inacceptable qui ne pourra qu'aggraver la souffrance et le mal-être dans les services.**

## Sommaire

Edito	p. 1
Pas de répit pour les vacances !	
17 mai : journée mondiale contre l'homophobie	p. 2
Compte rendu de notre AG du 8 avril 2022	p. 3
«Vox-usagers» : faisons entendre notre voix !	p. 4

# 17 mai : journée mondiale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie

« UN LONG PARCOURS POUR LA RECONNAISSANCE »  
« BATISSONS LA FIERTE SYNDICALE »

Les premiers mouvements commencent à s'organiser au début des années 1970, en particulier aux États-Unis.

En 1969, les clients homosexuels et transsexuels d'un bar de New-York, le «Stone Wall Inn» se révoltent contre la multiplication des contrôles et descentes de police menés à leur rencontre. Donnant lieu à plusieurs jours d'émeutes, ce mouvement est souvent considéré comme le point de départ de la lutte pour les droits des homosexuels. C'est à New-York qu'est organisée la première marche pour la reconnaissance des homosexuels («Gay Pride») en 1970, manifestation déclinée ensuite dans de nombreux pays.

C'est là qu'est apparue la notion de «Coming out the closet», soit «sortir du placard» où l'on est symboliquement enfermé et confiné par le regard des autres et les préjugés, pour vivre, tout simplement et rechercher le droit à l'indifférence et la fin de la stigmatisation.

En France, après la création en 1954 d'Arcadie, première association dans ce domaine, des mouvements porteurs d'un discours plus politique et revendicatif apparaissent dans le sillage des mouvements d'extrême-gauche et féministes de 1968. Parmi les plus emblématiques, le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) souhaite porter une parole révolutionnaire dans une perspective de transformation globale de la société.

Les années 1980 sont marquées par le début de l'épidémie de virus de l'immunodéficience humaine (VIH) qui frappe durement les homosexuels. C'est alors qu'apparaissent les premières associations de lutte contre la maladie. L'une d'entre elles, ActUp, créée en 1989 sur le modèle d'une association américaine, inscrit son combat dans un cadre plus large, avec l'objectif de susciter l'émergence d'une «communauté homosexuelle». Par ses actions médiatiques spectaculaires, parfois controversées, ActUp dénonce l'action jugée insuffisante, des pouvoirs publics et des laboratoires dans la lutte contre la maladie.

C'est très tardivement, le 17 mai 1990, que l'Organisation Mondiale de la Santé a retiré l'homosexualité de la liste des maladies mentales.

L'ouverture du mariage aux couples homosexuels en 2013 a représenté une avancée considérable dans la reconnaissance de l'égalité mais elle ne suffit pas à apporter une «libération» dans la vie courante.

Encore aujourd'hui nombre de collègues, hommes ou femmes, taisent et cachent leur orientation sexuelle, car la société n'est toujours pas prête à accepter que deux personnes du même sexe puissent s'aimer. Ainsi des phrases telles que «on n'est pas obligé.e de dire qu'on est homosexuel.le» sont la cause de grandes souffrances. Car, alors que la majorité des personnes parlent de leur vie de famille, une minorité n'a pas de référents identiques. Ceci crée un mal-être qu'il est important de connaître pour y remédier.

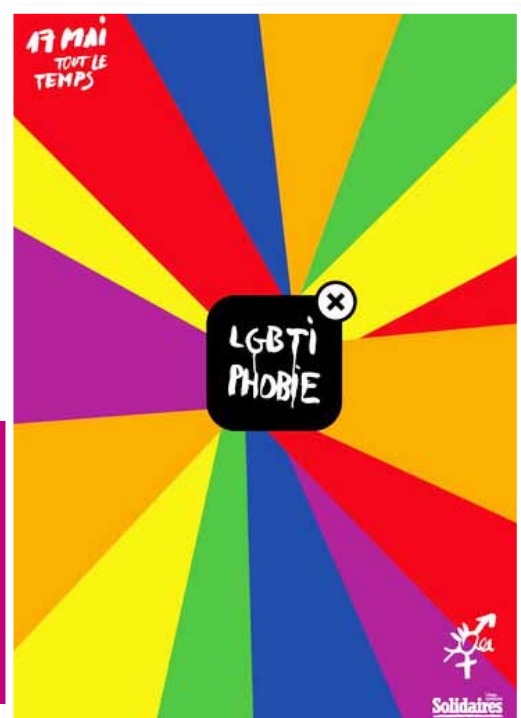
L'absence d'acceptation complète de l'homosexualité et la stigmatisation dont les homosexuel.les sont quotidiennement victimes font qu'ils et elles sont toujours davantage sujet.es que les hétérosexuels à différents troubles psychosociaux tels que l'anxiété, la mésestime de soi ou un état dépressif plus destructeur encore.

Le combat pour faire évoluer les mentalités avance mais il reste encore bien du chemin à parcourir et des barrières à faire tomber pour parvenir à mettre un terme aux discriminations de toutes sortes...

À titre d'exemple : 51% des agent.es de la fonction publique estiment que «révéler son homosexualité à son entourage professionnel contribue à mettre mal à l'aise des collègues de travail». Cacher son orientation sexuelle demande beaucoup d'énergie et les Lesbiennes Gays Bisexuels et Transsexuels peuvent finir par s'exclure de certaines conversations avec les collègues et fuir les moments et événements collectifs (pause-café, repas, voyages) pour éviter toute question intime.

**Le 17 mai a été l'occasion de rappeler et de continuer le combat contre l'homophobie et pour l'égalité des droits.**

**Pour celles et ceux qui souhaitent être aidé.es sur ces sujets, Solidaires reste et restera toujours, là aussi, à votre disposition et à votre écoute.**



# Compte-rendu de notre Assemblée Générale du 8 avril 2022

Malgré une météo capricieuse et une certaine pagaille dans les transports en commun, notre assemblée générale s'est bien tenue comme prévu le 8 avril dernier à la Bourse du Travail.

Les débats furent nourris et riches, dans le lourd contexte actuel suite à la mise en place de réformes dévastatrices comme le Nouveau Réseau de Proximité, les délocalisations, les suppressions d'emplois et les fermetures de sites. La journée s'est conclue par un moment de convivialité autour d'un buffet, très apprécié après des mois de restrictions pour raisons sanitaires.



# « Vox-usagers » : faisons entendre notre voix !



Cette année, la campagne IR va être scrutée à l'aide d'un nouvel outil : « Vox-usagers ».

Déjà mis en place à Paris depuis quelques mois, il s'agit d'un site accessible depuis [impots.gouv](http://impots.gouv) sur lequel le ou la contribuable peut donner son avis sur le contact qu'il a eu avec un service de l'administration (pas seulement DGFIP) et le publier sur ce site, après toutefois une modération (anonymisation et suppression des propos injurieux).

Le but communiqué étant d'améliorer les relations usager.es/administration et de détecter les dysfonctionnements de notre administration. Le risque étant d'orienter arbitrairement les politiques d'accueil, en prenant comme prétexte ces retours d'expériences. Un tel dispositif inutile pour améliorer les services, ne manquera pas d'avoir des conséquences sur l'organisation et sur les conditions de travail.

Car les dysfonctionnements sont identifiés depuis longtemps : perte de proximité, déshumanisation, dématérialisation à outrance, bref moins de services publics : tout ça à cause de la réduction des moyens humains et matériels, orchestrés par la DGFIP et que Solidaires Finances Publiques dénonce depuis des années !

Cette plateforme internet va permettre à chacun.e d'évaluer un rendez-vous auprès de nos services, la réponse à un courrier ou à un mail. Et en plus, une réponse à l'utilisateur.e devra être apportée à terme par l'agent.e qui croule déjà sous le poids des e-contacts, des appels téléphoniques et autres courriels. En plus, l'agent.e ou le service devront répondre dans le délai contraint d'une semaine !

On voit bien qu'on est là dans un exercice de pure communication : il consiste à faire croire aux usager.es que l'administration tient compte de leurs avis pour améliorer le fonctionnement des services. Il s'inscrit dans une démarche prétendument participative alors que toutes les réformes initiées ces dernières années visent à faire disparaître les services publics.

Ce n'est pas de cet énième gadget numérique qu'a besoin le service public mais bel et bien de moyens humains et matériels. Voilà le retour d'expérience de « vox-agent.es » !



**Dernière minute : nous avons appris que dans la Creuse, pendant la campagne IR, les collègues vont faire des permanences dans les Maisons France Services et qu'ils et elles ont été équipés de tablettes (Microsoft Surface !) UNIQUEMENT pour que les usager.es remplissent le questionnaire de satisfaction avec des smileys. Là il y en a, du « pognon de dingue » !**

## Bulletin d'adhésion-2022

### Solidaires Finances Publiques Paris

Coupon à remettre à votre correspondant ou à renvoyer à notre trésorière : **Anne BOUTET** - Local Solidaires Finances Publiques, 6 rue St Hyacinthe - 75001 Paris

#### IDENTIFIANTS

N° DGFIP (6 chiffres) ..... N° ANAIS (10 chiffres) .....

NOM d'usage ..... Prénom .....

NOM de naissance ..... Date de naissance ...../...../.....

Cadre : ..... Grade : ..... Echelon : ..... Indice : .....

Montant de la cotisation →

Temps partiel ..... %

#### Informations professionnelles

Service : .....

Site : .....

@ .....

☎ .....

*Ces informations sont obligatoires*

#### Informations personnelles

Adresse perso : .....

.....

@ .....

☎ .....

*Ces informations sont facultatives, tu pourras les modifier dans ton profil sur [solidairesfinancespubliques.org](http://solidairesfinancespubliques.org)*

Je souhaite recevoir des informations par mail ..... OUI  NON  Signature :

Je souhaite adhérer à Solidaires Finances Publiques ..... OUI  NON

**POUR S'INFORMER...**

Le site internet : <http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>



La page Facebook : <https://www.facebook.com/SolFIPParis>

